

Dans son intervention, jeudi 12 mars 2009, lors d'une conférence, organisée au Palais de Bardo, sur "la crise internationale et ses répercussions" à l'initiative de l'association des parlementaires tunisiens, M. Taoufik BACCAR, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), a souligné que l'actuelle crise, dans sa troisième phase, commence à affecter les sphères réelles de l'emploi et l'investissement.

Et de préciser que les pays émergents, même s'ils ne sont pas responsables du déclenchement de la crise financière internationale, sont appelés à créer plus de richesses afin de réduire l'impact de cette crise.

Il a fait savoir que les programmes de sauvetage mis en place par les économies les plus touchées par la crise, et dont le montant est estimé à 3 mille milliards de dollars, n'ont pas empêché l'aggravation de cette crise .

Le Gouverneur de la BCT a souligné que le monde est désormais à la veille de l'émergence de nouveaux concepts qui concernent essentiellement la restructuration du système financier international (révision des méthodes de travail des institutions spécialisées : Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale) et le renforcement du contrôle et de la régulation des marchés financiers .

Sur le plan national, M. BACCAR a indiqué que les mesures préventives engagées par la Tunisie, au cours de la première phase de la crise (août 2007-septembre 2008), ont permis d'immuniser le secteur financier et bancaire contre les effets pervers de la crise internationale et de garantir une activité normale du marché monétaire et de la bourse des valeurs mobilières de Tunis (BVMT) avec pour corollaire l'accroissement du capital confiance des acteurs économiques dans la place financière .

Il a fait savoir que l'économie tunisienne, fortement ouverte à l'international, n'est pas à l'abri de l'actuelle crise. Les principaux secteurs exposés aux effets de la crise sont les industries mécaniques et électroniques(IME), le textile-habillement et le tourisme, a-t-il précisé .

M. BACCAR a relevé que la stratégie arrêtée par le pays pour suivre de près l'évolution de la conjoncture économique au double plan national et international, est axée essentiellement sur le soutien des entreprises en difficulté, l'amélioration de la productivité du tissu industriel et l'impulsion des exportations.